

# La Presse

1. La Presse. 1836-08-03.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



## ÉTRANGER.

## AUTRICHE.

**COURONNEMENT DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE.** — L'empereur est revenu hier de Schenbrunn au château impérial. Depuis quelques jours on expédie à Prague une immense quantité de meubles et des effets destinés pour la cérémonie du couronnement. Le 10 août, le service des écuries impériales se dirigera vers Prague; on doit amener plus de 400 chevaux et des équipages de cérémonie. Les états ne paraîtront pas dans cette solennité avec l'apparat habituel; l'empereur les a dispensés de suivre le cortège dans les équipages de la cour; mais la noblesse de Bohême doit se rendre au-devant de S. M. I. et l'accompagner jusqu'au château. La coutume voulait autrefois que les états supportassent tous les frais du voyage et de résidence de la cour; mais l'empereur, dispensant ses fidèles sujets de ces dépenses extraordinaires, s'est chargé de presque tous les frais.

## ESPAGNE.

**MADRID, 26 juillet.** — L'attitude imposante de la garde nationale vient de faire avorter une nouvelle tentative insurrectionnelle; il n'est plus possible de douter du dévouement de cette milice. Hier, à l'issue du combat des taureaux, la garde nationale défilait, lorsque des hommes évidemment apostés sur son passage firent retentir l'air des cris de : vive la liberté ! mort au ministère ! vive la liberté ! muera el ministerio ! Pas un cri ne s'échappa des rangs de la milice citoyenne; et les perturbateurs, ne trouvant pas d'échos parmi cette masse armée qui restait impassible, se hâtèrent de se perdre dans la foule. L'autorité a fait circuler pendant la nuit des patrouilles; l'ordre n'a pas été troublé un seul instant; mais on a eu à déplorer, cette nuit, comme la veille, des rixes sanglantes entre plusieurs soldats de la garde nationale et des habitants, presque tous carlistes, du quartier le plus infime de la capitale. L'insolence de ces carlistes de bas étage avait été extrême. La vengeance qu'en ont tirée ces gardes nationaux a été excessive, et l'on concilierait difficilement avec le respect dû à la légalité des luites qui ont eu pour conséquences des blessures plus ou moins graves infligées à 25 individus. Il faut espérer que ces démonstrations séditieuses ne se multiplieront pas; toute tentative d'émeute demeurerait sans succès à Madrid, dont la garnison est toute dévouée. La crise serait bien autrement sérieuse si la population de certaines villes provinciales manifestait une tendance à la révolte. On se rappelle que la chute de M. de Torreno fut due en grande partie à l'absence de moyens suffisants de répression. — Il paraît que le capitaine-général de la Nouvelle-Castille a donné à tous les détachements du district l'ordre de procéder militairement contre tout individu qui sera trouvé sur les routes sans être muni d'un passeport. On dit aussi que S. Exc. veut châtier d'une façon exemplaire les quinze individus qui se sont évadés et que les gardes nationaux d'Alcabendas ont repris.

## PORTUGAL.

**INCENDIE DE L'HOTEL DES FINANCES.** — Le journal officiel a annoncé que tous les papiers, actes et documents, avaient été saisis de l'incendie des bâtiments du trésor à Lisbonne. Malheureusement, il n'en est pas ainsi; un grand nombre de documents et d'actes ont été réduits en cendres; d'autres, que l'on a jetés par les fenêtres, ont été dispersés. On laisse s'écouler une heure sans prendre aucune mesure; tout ne fut que désordre et confusion jusqu'à l'arrivée des équipages de la marine anglaise, qui se mirent à combattre l'incendie et à sauver le mobilier; leurs efforts ont été plus grands que le dit le journal officiel. Beaucoup de gens prétendent que l'incendie n'a pas été l'effet du hasard; d'autres pensent le contraire. On assure que tous les documents concernant la maison de l'infant ainsi que ceux de la maison de Bragança sont devenus la proie des flammes; il en est de même des actes constatant le paiement d'indemnités par le gouvernement, ce qui pourra mettre l'administration dans un grave embarras.

## FRANCE.

## PARIS, 2 AOUT.

De grandes questions viennent d'être jetées dans la polémique quotidienne, où elles sont rares. Elles méritent d'autant plus de fixer l'attention qu'elles paraissent vouloir se dégager immédiatement du principe abstrait pour entrer dans l'application, ce qui est plus rare encore. Car tandis que les uns vivent retranchés dans la doctrine sans tenir compte des faits, les autres, courbés sur le champ de chaque jour, déchirent leur sillon, sans remonter à leur origine ni regarder à leurs fins.

## ACADÉMIE DES SCIENCES.

Séance du 1<sup>er</sup> août 1836.

**Ouvrages présentés.** — L'académie reçoit les ouvrages suivants : Considérations sur les maladies observées au Bengale; par William Twining. Cet ouvrage, qui est écrit en anglais, est destiné pour le concours Monthyon. — M. Cholet, docteur en médecine, adresse également, pour le même concours, un Mémoire sur la peste qui a régné épidémiquement à Constantinople pendant l'année 1834. Ce mémoire présente des considérations importantes sous le rapport de la non-contagion.

La société d'histoire naturelle de l'île Maurice adresse le sixième rapport annuel de ses travaux, rédigé par M. Julien Desjardins.

M. Bory de Saint-Vincent fait hommage à l'académie de la 5<sup>e</sup> édition de son Essai zoologique sur le genre humain. — L'académie reçoit aussi le tome 9<sup>e</sup> des Annales des mines, ou Recueil de mémoires sur l'exploitation des mines, rédigé par les ingénieurs des mines.

L'académie procède à l'élection de la commission chargée de proposer une question pour le grand prix de mathématiques; les membres élus sont MM. Poinson, Poisson, Lacroix, Navier et Poncelet. L'académie nomme ensuite une autre commission chargée de proposer la question pour le prix de mécanique; elle est composée de MM. Poncelet, Girard, Savard, Navier et Prony.

M. le président annonce que l'on va procéder au scrutin pour nommer à la place de secrétaire de la bibliothèque de l'institut. M. le docteur Roulin, aide-bibliothécaire à la bibliothèque de l'arsenal, et l'un des plus anciens réacteurs des séances de l'académie, est nommé à la presque unanimité des suffrages. M. Roulin, indépendamment des connaissances variées qu'il possède, a rendu des services aux sciences, pour les documents curieux et importants qu'il a rapportés de ses voyages dans le centre de l'Amérique du sud; l'académie ne pouvait faire un choix plus convenable.

M. Bory de Saint-Vincent prend la parole au sujet d'une notice nécrologique sur M. Lislet-Geoffroy, insérée par M. Arago dans le dernier compte rendu des séances de l'académie; M. Bory de Saint-Vincent, qui a cru voir dans la notice de M. Arago une espèce d'attaque contre la capacité intellectuelle des hommes de couleur, croit devoir prendre leur défense en citant tous les hommes remarquables par leur haute capacité qui ont appartenu à cette classe: ainsi il cite M. Laisné, ministre, pair de France sous la restauration et qui était membre de l'académie française, il aurait pu également citer Hallé, professeur à la faculté de médecine et l'un des membres les plus distingués de l'académie des sciences. M. Bory de Saint-Vincent joint à ces considérations quelques détails curieux sur la famille de M. Lislet-Geoffroy, dont le père épousa à l'île de France, et au grand scandale des habitants blancs de l'île, une négresse cafre, afin de la soustraire aux projets horribles d'un vieux planteur de l'île. Elle appartenait à une des principales familles de la côte d'Afrique qui était en marche pour sa rançon, lorsque Lislet-Geoffroy père l'épousa. Elle fut aussi excellente épouse et mère que Lislet-Geoffroy fut bon fils.

Le journal la Paix réduit à quatre les théories de gouvernement en discussion :

- 1° La théorie de la souveraineté du peuple;
- 2° Le principe de la hiérarchie catholique;
- 3° Le principe de la capacité suivant la théorie saint-simonienne;
- 4° Le principe de la propriété ou du cens.

Cette classification nous semble arbitraire et incomplète. Elle est arbitraire; car il ne paraît pas que le principe de la capacité saint-simonienne dût en avoir les honneurs. La doctrine saint-simonienne, restée dans le domaine de la science, n'a jamais eu de manifestation politique. Le saint-simonisme n'a été qu'une école d'économie. Saint-Simon a eu des disciples comme Abailard en avait eu avant lui dans la scolastique, et ce n'est pas aujourd'hui surtout qu'elle n'a plus ni public connu, ni organe avoué, que la capacité saint-simonienne peut se placer, comme on le prétend, en face de la charte de 1830.

La classification de la Paix est incomplète, en cela que l'on n'y voit figurer que pour mémoire le principe de l'adjonction des capacités, appelé, sans motifs suffisants, le système de M. Barrot, et qu'on exclut du concours.

Suivant l'auteur de l'article, ce système de l'adjonction des capacités ne formerait qu'une seule et même chose avec la souveraineté du peuple : c'est, dit-il, affaire du plus au moins.

Suivant nous, au contraire, le principe de l'adjonction des capacités rentre dans la théorie de la propriété et du cens. La Paix a été affirmative à ses risques et périls; nous le serons autant qu'elle. Nous déduirons nos raisons; qu'elle expose les siennes, le public décidera entre nous.

La Paix en viendra sans doute à formuler sa pensée contre le principe de la hiérarchie catholique, comme elle l'a fait pour la théorie de la souveraineté du peuple. Nous l'attendons en ce point. Elle expliquera, nous l'espérons, en quoi la hiérarchie catholique répugne au principe monarchique. Nous les avons crus homogènes, ayant l'unité pour base, ayant l'un et l'autre des assemblées délibérantes pour régulateurs, des lois pareilles d'organisation et de durée. La Paix nous fera connaître si elle entend parler du principe de la hiérarchie catholique comme type ou comme théocratie directement applicable.

La théocratie catholique, dans ce dernier sens, est en dehors de toute discussion. Le droit divin, à notre avis, n'a jamais été qu'une récrimination et jamais une réalité politique. La Paix ne donnera pas l'être à cette chimère, en lui conférant un nouveau nom. Ne faisons pas le parti de la Gazette et de la Quotidienne plus inintelligent ni plus aveugle qu'il n'est, ou plutôt ne contribuons pas à confondre ce que la Gazette et la Quotidienne ont intérêt, depuis six ans, à ne jamais séparer, la religion et la politique.

Le droit divin, ce serait le gouvernement civil assujéti à la volonté directe du prêtre, ce serait la royauté opprimée sous la tiare. Est-ce là ce que la Paix appelle la hiérarchie catholique? C'est de l'histoire ancienne.

Si c'est là ce qu'elle entend, le principe de la hiérarchie catholique est une division des théories sociales aussi arbitraire que la théorie saint-simonienne. Elle n'a pas besoin d'être discutée; elle n'a pas de défenseurs.

La politique retrospective, contre laquelle la révolution de juillet a été dirigée, et qu'elle a vaincue, ne se rattache autant qu'elle le fait aux idées religieuses que pour donner à ses intérêts de parti la consécration qui leur manque sans cela. Elle tâche de sanctifier par là ses vœux impuissants. Ses espérances sont toutes terrestres; elle cherche à leur trouver un point

d'appui dans le ciel. C'est ainsi qu'elle nie au gouvernement actuel la puissance efficace de protéger les choses du clergé. Elle fait accroire au clergé, lequel se laisse trop persuader, qu'il n'y a pas de salut pour lui, point de sécurité pour ses croyances, hors du pouvoir qui n'est plus. Elle ne défend des principes de légitimité que pour les confisquer à son profit. A quoi lui sert qu'ils existent, lorsqu'elle n'en a point le monopole?

Le clergé français voit l'unité religieuse plus assurée dans l'unité monarchique, et l'unité monarchique dans le principe de l'hérédité. Jusque-là, il est dans le vrai; mais il est un point où on le trompe sans qu'il s'en aperçoive: c'est à raison des causes qui ont amené la translation de ce principe d'une main dans l'autre. Il y a là une question de fait dans laquelle le clergé est pas juge.

Que le clergé se sépare d'un débat politique qui lui est étranger, et il verra tomber en poussière à ses pieds le cadavre que l'on essaie de galvaniser, dont on veut le faire servir à lier les parties mortes, auquel il donne seul un faux air d'existence par sa crédulité.

Le prétendu principe d'hérédité qu'on défend, sans qu'il s'en doute, c'est l'absolutisme.

Il suit de là que le journal la Paix avait tort de voir un des principes sociaux en litige dans la hiérarchie catholique. La méprise est d'autant plus grande de la part de ce journal que hiérarchie catholique et absolutisme n'ont rien de commun dans leurs éléments constitutifs.

Le catholicisme est un gouvernement de majorité comme le gouvernement représentatif. La cour de Rome est placée dans l'église, comme la royauté à l'égard des deux autres pouvoirs de la charte française. Bien plus, le roi des Français est une fraction de la souveraineté, tandis que le pape, soumis à l'élection, ne compte dans la loi canonique que pour une voix. Le pape est subordonné aux lois de l'église, comme le roi à celles de l'état, bien qu'il occupe le sommet de la hiérarchie catholique.

Nous voulions attendre les explications du journal auquel nous répondons. Le fond de notre pensée nous a échappé malgré nous. Notre objection en sera mieux comprise et la réponse d'autant plus facile. Il nous reste à dire comment, selon nous, l'adjonction des capacités n'a rien de commun avec le dogme de la souveraineté nationale, et rentrerait plutôt dans le principe de la propriété ou du cens, autrement dit.

## ACTES DU GOUVERNEMENT.

## MINISTÈRE DE LA MARINE.

M. le ministre de la marine vient d'ordonner une enquête sur l'événement relatif aux deux vaisseaux le Trident et la Galathée.

— Le Journal de Dunkerque rapporte que le ministre de la marine vient d'assujettir les bateaux à vapeur français à une ordonnance de 1728, qui contraignait tout capitaine qui embarque des passagers à l'étranger de les faire inscrire sur son rôle par le consul de France.

« Cette mesure oblige les armateurs du bateau à vapeur le Dunkerquois à cesser pour le moment de l'envoyer à Londres, où il serait impossible au capitaine de faire inscrire le nom des passagers par le consul français, ne sachant pas lui-même, quelques moments avant son départ, quel sera le nombre de ces passagers. Cette mesure est d'autant plus vexatoire qu'elle n'atteint que les navires français. »

Nous appelons l'attention du ministre sur cette tracasserie nuisible aux bateaux à vapeur français, et qui favorise injustement les bateaux à vapeur anglais.

## CHRONIQUE POLITIQUE.

## RETRAITE PRÉSUMÉE DE DEUX MINISTRES.

Un ancien ministre de la restauration disait qu'il n'était jamais si disposé à croire à un changement de ministère que lorsqu'on n'en parlait pas du

**Agriculture.** — M. Nicod réclame la priorité pour l'emploi de l'eau de savon comme un bon engrais. Il a pu utiliser de cette manière les eaux provenant d'une manufacture à souler les draps.

**Chirurgie.** — M. Huot, coutelier, donne dans une lettre la description d'un nouvel appareil lithotriteur.

M. Sanson, coutelier, présente pour le concours Monthyon une nouvelle scie à chaînes pour les amputations.

**Minéralogie.** — M. Becquerel apprend à l'académie que M. Junker, ingénieur en chef des mines, bien connu par la belle machine d'épuisement à colonne d'eau qu'il a établie à Huelgoet en Bretagne, l'a chargé d'offrir à l'institut une collection de minerais d'argent et de plomb de cette localité. Les échantillons qui composent cette collection sont d'une grande beauté et ne peuvent manquer d'intéresser les personnes qui s'occupent de l'altération des roches et des composés qui en résultent. M. Junker a joint à cet envoi une collection de produits métallurgiques des établissements qu'il dirige avec tant de distinction.

**Médecine.** — M. Albin Gras, interne des hôpitaux de Paris, rend compte dans une lettre des observations qu'il a faites à l'hôpital Saint-Louis, relativement à l'acarus scabiei, ou sarcopte de l'homme. Il est arrivé aux résultats suivants. L'acarus, ou sarcopte de l'homme, existe en général sur tous les galeux qui n'ont pas commencé de traitement, et ne se rencontre que sur eux. Cet arachnide est l'unique agent de la contagion de la gale, et cette dernière maladie ne se communique si facilement que parce que le sarcopte ou ses œufs s'attachent à la peau ou aux vêtements des personnes qui ont des contacts avec des individus infectés. Le nombre des acarus que l'on rencontre sur les galeux est en général peu considérable, et nullement en rapport avec l'intensité et l'étendue de l'éruption piquée. Cette remarque, jointe aux exemples constatés de rétrocession de la gale et à la persistance de la maladie après la destruction de l'acarus, porte M. Gras à penser que la gale n'est pas le résultat seulement de l'action mécanique et localement irritante de l'acarus; mais que cet arachnide agit encore d'une manière vitale et physiologique au moyen d'une espèce de virus, en donnant toutefois à ce dernier mot un sens plus étendu qu'on ne lui donne ordinairement.

**Eaux minérales.** — M. Longchamp lit un mémoire sur une source ferrugineuse de Luxeuil. L'académie, dans sa séance du 11 juillet, a entendu la lecture d'une lettre de M. Brougniart, qui annonce l'existence de squelettes d'animaux infusoires dans les tripolis et le feu limoneux des marais, découverte qui a été constatée par M. Ehrenberg. L'examen de la source ferrugineuse de Luxeuil, que M. Longchamp a visitée en 1825, peut faire connaître, suivant l'auteur, l'origine de ces infusoires; cette source d'ailleurs présente un fait intéressant.

Les sources de Luxeuil sont situées dans un vallon très-étroit, qui probablement était autrefois un marais; on y compte dix ou douze sources thermales, dont la plus élevée en température est à 82 degrés, et la moins chaude à 56 degrés centigrades. Toutes ces sources sont renfermées dans l'établissement thermal. En dehors de cet établissement, au nord, est située la source ferrugineuse, dont la température, que j'ai constatée être

de 22 degrés, est beaucoup plus élevée que la température moyenne du lieu. Cette source sort d'un robinet qui est à plus de deux pieds au-dessus du sol; elle est renfermée dans un petit bassin de cinq ou six pieds cubes. Lorsqu'elle sort du sein de la terre, elle est limpide et ne présente aucune matière en suspension. Ayant fait parfaitement vider et nettoyer le bassin, il s'est rempli en quelques heures, et par conséquent dès ce moment, l'eau y était toujours courante. Au bout de deux jours toute l'eau du bassin était comme gélatineuse, présentant des particules d'un jaune pâle mêlées d'un peu de rouge, en sorte que l'aspect de la masse avait la teinte dite couleur de chair. C'est déjà un fait curieux de voir une eau sortir parfaitement limpide du sein de la terre et se prendre ainsi à l'air en une masse gélatineuse; mais il le deviendra bien plus lorsqu'on connaîtra la composition de l'eau; celle-ci ne laisse après son évaporation qu'un résidu du poids de 0,256 grammes par litre évaporé, et la matière qu'il donne cet aspect gélatineux à la masse n'entre pas dans l'eau pour sept millièmes.

Ainsi, on trouve dans l'eau qui sort de la terre la matière organisante qui doit servir à la création des infusoires qui ont été reconnus dans le fer limoneux. Telle est du moins l'opinion de l'auteur. La matière organisée qui se montre dans le réservoir de l'eau ferrugineuse de Luxeuil n'est pas de la barégine: en effet, elle n'en a aucun des caractères physiques, ni même chimiques.

À l'occasion de ce mémoire, M. Edwards remarque que la barégine ne s'est rencontrée jusqu'à présent que dans les eaux thermales. Il cite pourtant deux espèces rencontrées à Versailles; l'une provenant d'un puits, l'autre suintant d'une voûte, qui présentaient une substance gélatineuse d'une nature particulière.

M. Bory de Saint-Vincent fait observer à M. Edwards que la substance qu'il pense n'avoir été jusqu'ici observée que dans les eaux thermales existe en minime quantité, il est vrai, mais néanmoins en quantité sensible dans toutes les eaux froides, et qu'elle abonde notamment dans les bassins du Palais-Royal et des Tuileries, où elle forme la base d'un genre rapporté à la cryptogamie sous le nom de palmella; c'est la famille des chabodiniées, qu'il a mentionnée textuellement dès 1825 ou 1826 dans le Dictionnaire classique d'histoire naturelle, notamment à l'article Matière muqueuse.

M. Roux (du Var) rend compte dans un mémoire d'une monstruosité par emboîtement. Il est question d'une tumeur trouvée dans l'abdomen d'une femme, dans l'intérieur de laquelle on a rencontré à l'autopsie des dents, des débris de cheveux et les restes reconnaissables d'un temporal. Malgré l'assertion contraire de l'auteur, il est probable que le cas dont il s'agit n'était qu'une grossesse extra-utérine. Ce mémoire est renvoyé à l'examen d'une commission.

M. Malaguti, chimiste à la manufacture royale de Sèvres, lit un mémoire sur l'éther mucique et sur la véritable formule de l'acide mucique. Ce mémoire, qui est extrêmement intéressant, présente des considérations très importantes et qui sont un véritable progrès sous le rapport des sciences chimiques.



tout; il prétendait que ce symptôme ne l'avait jamais trompé, et il avait toujours à l'œuvre douzaine d'exemples de révolutions ministérielles qui avaient éclaté avec la rapidité de la foudre, sans l'avis préalable de l'empereur.

Aujourd'hui le même ministre pourrait avoir encore raison en voyant la silence de la presse et de l'opinion publique; car, à considérer ce calme, cette quiétude qui semblent régner dans l'atmosphère du pouvoir, on pourrait presque promettre et garantir au cabinet actuel une existence prolongée jusqu'à l'ouverture des chambres.

Mais s'il n'y a pas encore parmi les membres du cabinet actuel de ces dissensions tranchées qui se résolvent en démissions, de ces préludes hostiles qui aboutissent à une rupture, il y a des velléités de retraite, de ces avant-propos d'éloignement volontaires formulés avec l'accent de la modestie qui emprunte encore le lieu commun de la lassitude; car on est souvent fort embarrassé pour sortir convenablement d'une position qu'on a acceptée quelquefois trop vite; on craint surtout d'y laisser sa réputation d'homme d'état.

Ainsi depuis avant-hier on nomme deux ministres que des causes différentes sépareraient de leurs collègues, et qui ne pourraient rester dans le cabinet, malgré des concessions mutuelles pour concilier les intérêts divers et conduire le vaisseau du ministère jusqu'au port de la prochaine session. Le pilote qui le dirige, dit-on, sang et eau pour mettre d'accord son équipage, et faire en sorte que rien ne soit troublé dans l'ordre et le travail des manœuvres; mais aujourd'hui il craint sérieusement de faire naufrage; il ne croit pas pouvoir marcher plus long-temps sans mettre à terre deux de ses officiers, qui ne paraissent pas le seconder comme il le désire.

Enfin, pour parler sans figure, il y a une réalité imminente, c'est une modification partielle du ministère, à moins que quelque dieu protecteur, ou le hasard, cette providence des cabinets, ne vienne, comme dans les anciennes tragédies, fournir un dénouement heureux au drame ministériel. Un des deux ministres, pour le remplacement duquel M. le président du conseil éprouve le plus de difficulté, a, dans ces dernières circonstances, commis plus d'une faute, plus d'une erreur, et l'on est d'accord, même dans le cabinet, sur la nécessité de la retraite d'un collègue qu'on accuse d'avoir été entraîné trop loin par son zèle religieux. Il est vrai qu'il a eu le tort grave de compliquer une situation difficile envers le clergé par des embarras avec la magistrature. La lettre exclusive d'invitation pour le service des Invalides jetterait sur le ministère tout entier, s'il n'y prenait garde, une solidarité fort impopulaire, et M. le président du conseil, on lui doit cette justice, a fort à cœur une réparation qu'il croit indispensable tout à la fois à sa réputation et à la révolution de juillet.

Le *Journal du Commerce* rapporte sérieusement, sous le titre de *bruits de salons*, deux faits qui, s'ils sont exacts, donneraient une assez mince idée du caractère de M. Sauzet et de l'esprit de M. Thiers... Cela ne peut être vrai.

Le 28 juillet, M. le garde-des-sceaux aurait été surpris à son réveil par le laïc camerlingue de Mgr Garibaldi, qui était chargé de demander un rendez-vous pour dix heures.

Au bruit de la voiture qui roulait sous le portique de l'hôtel, deux huissiers seraient venus au bas de l'escalier recevoir S. Exc. le nonce de S. S., précédé du même laïc camerlingue qui était venu demander l'heure du rendez-vous. M. Sauzet se serait trouvé dans sa salle à manger, et aurait rencontré comme par hasard S. Exc. qu'il a conduite de salons dans son cabinet, où se trouve le buste du roi et celui de S. S., plus un portrait de Pie VII. Le camerlingue aurait alors ouvert un coffre couvert en velours blanc dans lequel était une décoration et un bref nommant M. Sauzet chevalier de l'Éperon d'Or de première classe.

On aurait découvert que M. Thiers n'est pas baron français, comme on prétend qu'il en prend la qualité dans les actes officiels; ce titre ne serait qu'une valeur romaine assez insignifiante. M. Thiers serait simplement chevalier de la Conception d'Espagne et baron du Saint-Empire Romain.

Par amour-propre national, et par considération pour le caractère de nos hommes politiques, nous désirons être mis en mesure d'annoncer dès demain que les deux malignes anecdotes sont controuvées.

La sensation produite dans le public et, si nous sommes bien informés, dans les cercles diplomatiques, par le document officiel publié dans la *Presse* d'hier, nous encourage à extraire quelques autres pièces du *Portfolio* que nous avons reçues par voie extraordinaire.

Ces pièces authentiques prouveront la défiance mutuelle qui, au moment où se compliquait l'affaire d'Orient, régnait entre les cabinets de Saint-Petersbourg et de Vienne, et les efforts faits par ces deux puissances pour cacher cette méfiance aux yeux de l'Europe. Dans les circonstances de cette époque mémorable, les profits ont été pour la Russie; la diplomatie de France et d'Angleterre a été encore bien plus dupée que celle d'Autriche. Aujourd'hui, dans des circonstances semblables, car la guerre d'Orient est remplacée par des différends de premier ordre, les mêmes résultats pourraient avoir lieu encore, si les cabinets de France, d'Angleterre et de Vienne ne profitaient pas de l'enseignement du passé.

## I.

Lettre de cabinet à S. M. l'empereur d'Autriche.

Saint-Petersbourg, le 10 février 1829.

Monsieur mon frère,

Parmi les lettres que le comte de Fiequelmont m'a remis de la part de V. M. I., je me trouve plus particulièrement appelé à répondre à celle où, dans les termes les plus confidentiels, elle m'a fait connaître ses intentions et ses vœux au sujet des graves circonstances du moment. M. de Fiequelmont a ajouté de vive voix les développements que l'importance des questions indiquées dans cette lettre pouvait rendre nécessaires. A ces explications, V. M. I. a fait présider des sentiments d'amitié et de confiance pour lesquels je ne saurais assez la remercier. Ils commandent la plus entière franchise de ma part.

Personne plus que moi, n'apprécie la gravité des circonstances où nous nous trouvons. Elles imposent à mes peuples des charges directes, des sacrifices réels, et comme V. M. le dit avec tant de vérité, elles embrassent tout un avenir. Si, dans de telles conjonctures, le maintien de la paix générale a plus que jamais besoin d'une garantie, celle-ci ne peut se trouver que dans l'union des principales puissances de l'Europe. J'ai la conscience de n'avoir négligé aucun moyen de resserrer cette union au milieu même d'une guerre que je n'ai point provoquée. Les protestations que j'ai fait parvenir à V. M. I., au moment où cette guerre a éclaté, lui auront fourni la meilleure preuve que les obligations que m'imposent les mémorables transactions auxquelles le monde doit déjà quinze années de repos seront toujours sacrées à mes yeux (1). Toutefois je ne saurais dissimuler à V. M. que, puisque la crise dont l'Orient est dévolue se prolonge au-delà de mes vœux et des espérances que j'étais autorisé à concevoir, ma bonne volonté et mon zèle pour des intérêts qui se rapportent à la politique générale pourraient souvent se trouver enchaînés.

Il faut donc avant tout qu'il soit mis un terme à cette funeste complication, mais il importe encore que le dénouement soit digne de la Russie, et que surtout il l'entoure de cette considération, de ce sentiment de sa force qui dans des circonstances décisives ont seuls pu rendre son appui moral utile à ses alliés. Beaucoup dépendra sous ce rapport du langage et de l'attitude de V. M. durant la campagne qui va s'ouvrir, et que l'obstination de la Porte, dont elle a fourni tout récemment encore une nouvelle preuve, rend malheureusement inévitable. Cette attitude et ce langage seraient, j'ai à croire, conformes aux assurances dont le comte de Fiequelmont a été l'organe; dès lors ils serviraient efficacement la cause de la paix et du repos. A cet égard je partage bien vivement les vœux de V. M.

(1) C'est ainsi que s'exprimait le cabinet russe au moment de l'expédition, il parlait de l'observation du traité de Vienne au moment même où il le violait. C'est ainsi sans doute qu'il s'exprime aujourd'hui, tout en empêchant, contrairement au pacte de Vienne, la navigation libre du Danube.

(N. du Réd. de la Presse.)

Je la prie d'en être persuadée et de croire aux sentiments d'attachement et de haute considération avec lesquels je suis, etc.,

NICOLAS.

Dépêche à M. U. de Tatitscheff.

Saint-Petersbourg, 12 février 1829.

(Cette dépêche, portant la même date que celle que nous avons donnée hier, paraît moins confidentielle.)

J'ai mis sous les yeux de l'empereur les deux dépêches dans lesquelles V. E. nous rend compte des explications que lui a données M. le prince de Metternich, relativement au projet de mettre un terme à la guerre actuelle, moyennant la médiation des principales puissances de l'Europe. Le comte de Fiequelmont m'a répété ces mêmes explications, en me donnant lecture d'une dépêche qui lui a été adressée à cet effet. Dans cette pièce, comme dans ses entretiens avec V. E., le chancelier de cour et d'état nie formellement l'existence d'un pareil projet, et le frappe de la plus forte désapprobation. Il suffit à l'empereur que l'Autriche, en reconnaissant l'inopportunité d'une manière si authentique, qu'elle soit pénétrée de la conviction que, dans aucune hypothèse, il ne saurait être admis par la Russie, pour que S. M. I. ne donne plus suite à cet incident. Il a fourni au cabinet autrichien l'occasion de manifester des intentions qui ont causé à notre auguste maître une vive satisfaction; et désormais S. M. ne saurait regretter d'avoir fait relever une supposition que partagerait avec nous des cabinets auxquels l'Autriche avait adressé directement, au mois de novembre dernier, certaines ouvertures relatives aux affaires de la Grèce, comme le prouve jusqu'à l'évidence la nécessité où s'est trouvé le prince de Metternich, d'après ce qu'il a confié lui-même à V. E., de rectifier à ce sujet les idées du comte de Bernstorff (1). J'ai observé à M. de Fiequelmont que ces ouvertures ayant été adressées par l'Autriche à deux des puissances contractantes au traité du 6 juillet, à l'exclusion de la troisième, et communiquées à une cour qui n'a pris aucune part à cette transaction; il ne fallait pas s'étonner qu'elles aient fait naître chez nous, qui ne pouvions être que très incomplètement informés de cette circonstance, des conjectures pénibles pour l'Autriche.

Vous vous bornerez, M. l'ambassadeur, à reproduire cette observation, s'il devait encore être question de ce point entre vous et le prince de Metternich. Son désaveu a rempli notre but, et il n'est pas de l'intention de l'empereur de prolonger une discussion qui, dès lors, ne saurait plus avoir aucune utilité. S. M. ne veut se livrer qu'aux espérances auxquelles l'autorisent les assurances si amicales et si satisfaisantes que l'empereur d'Autriche lui a fait réitérer encore tout récemment par l'organe du comte Stroganoff.

Recevez, etc.

NESSELRODE.

## DÉBATS DE LA PRESSE.

Le *Constitutionnel* désapprouve la note de M. de Montebello, relative au droit d'asile en Suisse. Tout en reconnaissant ce que le maintien de la bonne harmonie européenne exige de sollicitude, il veut cependant qu'on ne lui fasse pas le sacrifice des principes que la civilisation a consacrés. A la vérité, d'après cette feuille, l'intérêt de la France aurait été pour peu dans cette mesure, qui est de nature à exciter encore l'exaspération des partis.

Ce n'est pas la France qui a intérêt à l'expulsion des réfugiés de la Suisse, c'est l'Europe absolue, c'est la sainte-alliance, dont un journal ne aujourd'hui l'existence, comme s'il fallait une nouvelle occupation de Cracovie pour la lui révéler. L'Europe absolue seule veut cette expulsion, et ce n'est pas dans un intérêt de conservation; qu'a-t-elle à craindre de quelques hommes? c'est dans un intérêt de vengeance, c'est pour atteindre dans leur dernière retraite ceux qu'elle n'a pu saisir vivants, et qui se sont dérobés par l'exil à sa redoutable justice.

Nous devons ajouter que l'Angleterre n'a point adhéré aux demandes érites officiellement par notre ambassadeur près de la confédération; un article du *Morning Chronicle*, organe reconnu de lord Palmerston, ne laisse aucune incertitude à ce sujet.

Certains journaux français, en commentant la note de l'ambassadeur de France auprès de la confédération helvétique, prétendent que cette note a reçu la sanction officielle de l'ambassadeur d'Angleterre. Tel n'est point le fait. Il est possible que M. Moirer ait représenté au pouvoir exécutif l'inopportunité qu'il y aurait à rejeter la note, parce qu'il en résulterait des difficultés graves; et certes il eût bien fait d'éloigner tout prétexte d'une intervention qui n'eût pas manqué de suivre un refus d'accepter la note. Mais, ni M. Moirer, ni le gouvernement qu'il représente, n'ont donné une sanction officielle au document dont il s'agit.

Le *National* flétrit énergiquement ce système de compression et d'intimidation que les gouvernements paraissent avoir adopté. Il montre l'impuissance de la police à prévenir le mal, puisque toujours elle ne se rencontre qu'après la consommation du crime. Après avoir établi que la police seule paraît présider aujourd'hui à la politique et envahir tous les pouvoirs publics, ce journal demande au ministère à qui il faut attribuer ces tristes résultats d'une politique qui existe sans ordre moral, c'est-à-dire sans liens qui la rattachent au bien-être du pays.

Cette situation est inouïe, dit-il; elle est ignominieuse pour tout le monde, et jamais on n'avait vu ainsi la société représentée se montrer toute entière palpitante de peur sous la menace de l'assassinat. Il n'y a pas d'intelligence, il n'y a pas de force régulière qui puisse être comptée pour quelque chose dans ce désordre honteux; c'est une perversion complète de toute la vie sociale.

Le *Quotidien* s'est emparé de la même question, et voit dans les événements qui se passent dans le monde un moyen dont la providence se sert pour éclairer les hommes d'état. Après avoir avancé que ces derniers ont inspiré aux peuples cette maxime dangereuse que la politique a des règles particulières qui sont distinctes de celles de la morale, et qu'en matière de gouvernement le succès justifie tout, la feuille légitimiste accuse de pusillanimité le cabinet du 22 février, qui, après avoir appelé la presse à son aide, a lui-même cédé à ce sentiment de faiblesse.

Ils tremblent et ils disposent de toutes nos ressources financières, de toutes nos forces militaires, de toute notre puissance administrative; ils tremblent dans leurs palais fortifiés par la police; ils tremblent entourés de baïonnettes, justifiant ainsi cette fiction des Grecs qui ont fait la peur fille du dieu Mars!

Tout n'est point injuste dans les récriminations de la *Quotidienne*, mais il ne faut point laisser passer, sans le réfuter énergiquement, le passage où ce journal avance que les actions prennent un caractère différent selon les circonstances dans lesquelles elles ont été commises. Sans doute, l'intention peut, en certain cas, justifier le résultat d'un fait, mais elle ne saurait ennobler ce qui serait réprouvé par la morale et flétri par les lois.

Les peuples doivent nécessairement conclure de tout ce qui se passe sous leurs yeux qu'une action réputée criminelle sous un gouvernement est juste et honorable le jour même où ce gouvernement est renversé; et cela étant, comment s'étonner qu'il se rencontre après 1830 une masse d'hommes déterminés à se précipiter à leur tour dans une voie qu'en définitive, l'événement seul doit qualifier?

Le *Bon Sens* jette le ridicule sur les doctrines, qui en sont venues à avoir peur eux-mêmes de leur législation de septembre.

Les doctrinaires adjurent l'intelligence publique, après avoir décrété l'orgueilleuse inviolabilité de leurs rêveries. Ils ont peur du principe qu'ils ont posé, de l'œuvre qu'ils ont si malheureusement accomplie; car ils sentent, par un retour tardif sur eux-mêmes, qu'il y a au fond de ce principe de quoi abâtardir toutes les consciences; qu'il y a dans cette œuvre de quoi condamner à une sorte d'ilotisme intellectuel une société qui pourtant ne saurait vivre sans penser, ni penser sans réclamer du pouvoir, comme un droit imprescriptible, le libre usage de la parole. Une loi n'est pas née viable lorsqu'il faut ainsi la livrer au souffle de toutes les interprétations une loi politique surtout, parce qu'en pareille matière chacun confie volontiers à ses intérêts ou à ses passions la rédaction du commentaire.

Le *Journal du Commerce* revient encore sur le complot qui est venu se placer d'une manière si malencontreuse au milieu des fêtes projetées. Ce journal présente M. Thiers comme étant un causeur de premier ordre, et par cela même que la situation est grave, il engage le ministère à justifier les appréhensions qui ont jeté l'alarme dans le pays.

(1) C'était le ministre de l'extérieur à Berlin. Il paraît, d'après ces allusions, que le cabinet prussien avait dénoncé à Saint-Petersbourg les secrets vrais ou faux de l'Autriche.

(N. du Réd. de la Presse.)

Si le ministère a réellement découvert un complot nouveau et dangereux, il n'aura eu qu'un tort, celui de n'avoir pas jugé sagement l'état social dans son programme des anniversaires, et ce tort, nous lui en ferons facilement la remise; mais s'il n'a rien découvert, nous aurons le droit de lui demander, et nous lui demanderons quels ont été ses projets. Il est toujours dangereux de donner carrière à la crédulité publique; maintenant on publie des bruits plus graves, en ce qu'ils pourraient retirer la confiance qu'on doit avoir dans le principal élément de la force publique, et ces bruits, c'est encore l'autorité qui en est la source.

La *Paix* déplore l'abaissement progressif du pouvoir, et la déchéance morale qui est venue soudainement frapper toutes les idées d'ordre et de gouvernement. Sans marche politique arrêtée, reculant devant l'application la plus rationnelle d'un système de conciliation, le ministère ne sait comment se mouvoir. Toutefois, la *Paix* reconnaît que la position était assez difficile pour que le pouvoir pût s'abstenir, quant à présent, de prononcer l'amnistie qui, selon nous, au contraire, aura le seul inconvénient, et il est grand, d'arriver trop tard.

Il y a des temps où le pardon peut être une force nouvelle pour un gouvernement, il en est d'autres où le gouvernement aurait l'air d'abdiquer devant les factions, en se montrant généreux et clément. Les ministres du tiers-parti ont sans doute compris comme nous la situation actuelle, et nous devons leur savoir gré de n'avoir pas augmenté les éléments de désorganisation qui entourent aujourd'hui l'administration.

## PRESSE DÉPARTEMENTALE.

S'il est aussi vrai que regrettable qu'un trop grand nombre de journaux des départements, infidèles à leur mission ou incapables de la remplir, se bornent au rôle passif de réimprimer inexactement les journaux de Paris, et de publier telle quelle, sans examen, la correspondance sténographique qu'ils reçoivent de quelque agence centrale, il est également juste de reconnaître que sur plusieurs points de dignes et d'honnêtes efforts sont faits pour sortir la presse départementale de cette étroite ornière, et lui tracer une voie neuve qui lui soit propre.

Il est rare lorsqu'un journal se fonde dans une ville de province qu'il ne débute point par un manifeste contre la centralisation, à l'effet de prouver qu'elle s'oppose au développement général des idées dans les départements, et qu'il n'insiste point sur la nécessité de leur ouvrir un libre cours.

Et cependant combien peu de journaux persistent ainsi dans leur première pensée, qui était d'offrir un aliment et un exercice à l'esprit des générations nouvelles de leurs contrées!

Loin de Paris pourtant, nous le savons, il existe des esprits réfléchis, méditatifs, studieux, des hommes indépendants et éclairés qui pour être d'excellents écrivains n'auraient à se défaire que d'un excès de défiance et de modestie.

Si l'on doute de la vérité de cette assertion, pour s'en convaincre, il suffira de lire avec soin les articles suivants empruntés à deux journaux de départements, et qui prouvent que lorsque la presse départementale le voudra, elle cessera d'être un écho faible et incomplet, quelquefois mensonger, une compilation sans valeur locale et sans utilité intellectuelle.

## SUR LA PRESSE PÉRIODIQUE.

(Extrait du Progrès. Revue de Toulouse.)

Le journalisme exerce aujourd'hui, dans ce que le bon sens des peuples appelle la république des lettres, une intolérable dictature: la publicité est devenue le monopole des hommes qui professent certaines opinions privilégiées. Des qu'une doctrine sort de la ligne commune, elle ne trouve plus d'interprètes; et pour se créer un organe, pour acquiescer le droit de se faire entendre, il faut qu'elle attende d'avoir réuni assez de partisans pour pouvoir se fonder une mesquine tribune, précisément comme le prolétaire qui, pour avoir le droit de se faire représenter, doit attendre que son pécule grossi lui ait octroyé les honneurs de l'électorat; avec cette différence, cependant, qu'en attendant cette insignie prérogative, le prolétaire peut travailler à s'enrichir, tandis que l'opinion naissante, étouffée dans son germe, ne peut que par la publicité, qu'on lui refuse, arriver à la publicité qu'elle demande.

Au-dessus de la presse de parti, doit surgir la presse nouvelle, la presse sociale, la presse humanitaire. C'est à préparer sa venue, à ouvrir devant elle une voie triomphale, que doivent aujourd'hui travailler les hommes de dévouement et de cœur; cette tâche de précurseur, soit orgueil, soit témérité, nous ne la croyons pas au-dessus de nos forces.

La négation qui s'était épuisée, une affirmation large, forte, explicite, doit-elle succéder immédiatement? Nous ne le pensons pas. Entre ces deux extrêmes, il est une transition nécessaire: l'architecte qui vient de démoler, avant d'élever, s'arrête, se recueille et médite, car il lui faut un plan avant de commencer une œuvre. De même doit faire la presse; son devoir est d'abord de sommer tous ceux qui savent quelque chose des destinées du monde de dire ce qu'ils savent; de convoquer, sur la terre neutre d'un concile, tous ceux qui dans la tradition ou dans la prophétie savent lire la volonté providentielle; et ceux qui ne se rendront pas à son appel seront maudits, car ils auront forfait à l'humanité; seront des lâches, car ils n'auront pas eu foi à leurs propres convictions.

Le devoir de la presse est de poser sous toutes les formes, de traduire dans toutes les langues, de répéter sans se lasser jamais cette question qui doit dominer toutes les questions et pénétrer dans toutes les intelligences: *Quel est le but social?*

Rome païenne avait pour mission de soumettre le monde au règne de la force; Rome chrétienne avait pour mission de soumettre le monde au règne de l'esprit. Aujourd'hui, quelle mission est la nôtre? Devons-nous continuer ce que firent nos prédécesseurs? devons-nous chercher un but nouveau? et ce but, quel est-il?

Et au-dessus de ce problème viennent se ranger des problèmes sans nombre. Le but social étant donné, que doit faire l'art pour diriger les peuples dans cette voie? que doit faire la science, que doit faire l'industrie? Et, ces choses étant trouvées, quel rôle doivent jouer chacune des formes de l'art, chacune des branches de la science, chacune des spécialités de l'industrie? Et chacune d'elles étant appréciée suivant l'importance qu'elle possède relativement au but social, toutes se trouvent ordonnées par groupes en un système véritablement unitaire, véritablement encyclopédique. Chaque fonction, chaque position se trouve classée alors; la destinée de l'ensemble étant connue, les destinées particulières deviennent évidentes; chacun sait le pourquoi de sa vie, et la conscience d'une mission succède aux dévorantes inquiétudes du doute.

Voilà pour les hommes généraux, pour les hommes haut placés, qui, planant sur les faits de la vie, ne se plaisant qu'aux larges conceptions, ne peuvent formuler leurs pensées qu'en axiomes; voilà pour eux une noble, une glorieuse tâche. Ces hommes sont rares, souvent inconnus, toujours méconnus. Il faut cependant que la presse les découvre, il faut qu'elle les adjuve de dire leur secret, il faut qu'elle le leur arrache; et pour cela, il faut qu'elle grossisse sa voix, qu'elle fasse descendre la parole sociale là où seulement encore a pu retentir la parole politique, qu'elle aille chercher l'homme que les partis ont trouvé sourd à leurs petites rivalités, à leurs mesquines colères, et qu'elle leur révèle un monde placé bien au-dessus des partis, bien au-dessus des querelles stériles qu'agitent des opinions toujours prêtes à se renier elles-mêmes le lendemain de leur triomphe.

La presse nouvelle, pour le salut de tous, doit s'adresser à tous. Qui peut dire si c'est dans un palais ou dans une chaumière que repose la pensée du siècle? Qui sait quelle lumière jaillira de l'atelier ou du château, lorsque dans le château ou dans l'atelier sera descendue son étincelle féconde? Mais ce n'est pas assez que sa voix soit puissante, il faut encore que les accents en soient variés; il est nécessaire que pour envahir tous les esprits elle prenne toutes les formes.

Si l'on nous demande où est la ligne qui sépare les idées politiques des idées sociales, la réponse sera facile: d'un côté est la forme, et de l'autre le fond; d'un côté les moyens, et de l'autre le but; d'un côté est la loi, et de l'autre l'esprit des lois. Nul ne peut s'y tromper. Ceux qui ne prennent conseil que du moment, qui, sans tenir compte des leçons du passé et des promesses de l'avenir, s'inquiètent de resserrer ou d'élargir les attributions d'un pouvoir dont ils ne connaissent ni la mission ni les destinées, sont des hommes politiques. Ceux qui, au contraire, veulent, avant de chercher comment doit être constituée la hiérarchie gouvernementale, savoir pourquoi cette hiérarchie existe; ceux qui ne veulent pas régler les faits par les faits, mais les faits par les principes; ceux qui, pour apprécier les événements, ne puisent pas leur critérium dans les passions d'un pays ou d'une époque, mais dans les tendances générales de l'humanité, sont des hommes sociaux.

## SUR LE TRAVAIL INTELLECTUEL.

(Extrait de l'Indicateur de Bordeaux.) Notre temps est une époque de haute critique, non pas de cette critique passionnée et destructive qui n'est bonne qu'à renverser, qui s'appuie sur une idée unique pour battre en brèche tout le reste, mais de cette critique grave, impartiale, laborieuse et méditée. Les



hommes qui s'occupent d'avenir et de progrès ont compris qu'ils devaient profiter réellement de l'expérience des siècles, et qu'il fallait faire de l'histoire une science, afin d'indiquer aux races futures les écueils et les tempêtes qui les attendent. Aussi se sont-ils interdits toute critique systématique, toute idée d'exclusion. Ils croient qu'il faut conserver à l'avenir toutes les conquêtes du passé, et que l'on ne peut donner de meilleurs fondements à une organisation nationale que les éternelles idées de justice et de morale tour à tour mises en circulation par les grands législateurs et par les grandes époques.

Le travail intellectuel qui se fait en Europe est destiné, selon nous, à mettre en lumière toutes les faces de l'histoire et de la philosophie, afin que les ouvriers du nouvel édifice social qui s'élève connaissent bien la force et la valeur des matériaux qu'ils emploieront à le construire. En effet, nous avons fouillé l'histoire plus avant qu'on ne l'avait jamais fait avant nous; nous avons ressuscité les idées que l'on croyait mortes à tout jamais; nous avons interrogé les institutions éteintes, les mœurs passées, les philosophies disparues: rien de ce qui a laissé une trace sur la terre n'a été omis dans cette exploration des âges; les fouilles se continuent avec une persévérance et une ardeur merveilleuses; chaque jour apporte une idée de plus au progrès civilisateur; toutes les intelligences sont pleines de ces larges méditations; les hommes pressentent le changement qui s'opère, la terre s'émeut, et, pour nous servir des paroles de La Mennais, il y a vraiment là un travail de Dieu!

La discussion libre et studieuse est, pour ainsi dire, le creuset où doit s'opérer la fusion des vérités répandues dans les mille systèmes, dans les mille formes gouvernementales, dans les mille religions qui se sont tour à tour disputé la terre. A force d'examiner leur forme et leurs faces diverses, la discussion finira par trouver leur point de contact, l'harmonie secrète qui les unit; car, on a beau dire, toute vérité est sympathique à une autre vérité: il ne s'agit que de trouver le côté par où elles se touchent.

De ce travail des intelligences et des innombrables contradictions qu'il a soulevées, est né à la surface de la société, comme l'écume et les scories à la surface du creuset, un sentiment de malaise et de doute que l'on a appelé le scepticisme. Le scepticisme est en effet une des maladies, sinon les plus profondes, au moins les plus apparentes de notre société. Heureusement qu'il s'est arrêté, comme nous le disions tout à l'heure, à la surface de la société; car, si un tel fléau descendait jamais dans les masses, il faudrait désespérer de l'avenir de la liberté, se voiler la tête et pleurer. Mais les masses ne sont pas sceptiques; elles ne peuvent pas l'être; car, pour le devenir, il faudrait qu'elles commencent par douter d'elles-mêmes. Or, douter d'elle-même, pour une nation, ce serait se suicider, et le suicide d'une nation n'a pas encore d'exemple dans l'histoire.

Malgré le découragement des uns et le scepticisme des autres, nous marchons hardiment vers notre but, parce que nous avons foi en notre œuvre populaire, parce que nous sentons que là est réellement la vérité, la force et la vie, et que là seulement est l'avenir du monde, où l'humanité marche avec ardeur et persévérance.

#### LA PRESSE PÉRIODIQUE A BON MARCHÉ. (Extrait de l'Album de la Creuse.)

Il se passe en ce moment, au sein de la presse périodique de la capitale, quelque chose de singulièrement bizarre, digne de l'attention de tous les esprits judicieux et impartiaux.

La presse périodique a acquis, depuis la révolution de juillet, un immense développement que chaque jour voit accroître; qui ne le sait et ne le voit? Les journaux les plus accrédités sous la restauration ont vu leur existence attaquée, compromise même par une concurrence qui ne s'est fait faute d'aucun moyen de succès. Chacun s'est efforcé de se faire distinguer de ses rivaux, soit par les dimensions du format, soit par l'étendue et la rapidité de ses correspondances, soit par le choix de ses rédacteurs; heureuse emulation dont le public a profité!

Mais aucun de ces grands journaux qui forment une sorte d'aristocratie, tout en s'élevant contre l'énormité des droits perçus par le fisc sur des entreprises littéraires et intellectuelles, ne s'était encore avisé de tenter la clientèle par l'abaissement des prix d'abonnement ou d'annonces; et qui ignore cependant que, dans ce siècle positif et essentiellement spéculateur, le bon marché est le pivot du succès de toutes les industries?

Or, voici venir un homme de talent, de cœur et d'une expérience consommée, qui dit au pays: « La publicité est la base de tout gouvernement représentatif, et cette publicité n'est en France qu'une fiction; elle arrive aux classes riches et élevées, elle ne descend pas jusqu'au peuple qu'elle a mission d'instruire de ses droits, de ses devoirs, de ses intérêts; et puisque le gouvernement s'obstine à maintenir les impôts qui constituent la presse périodique en monopole au profit des partis, essayons s'il est possible, par des communications nouvelles, d'atteindre le grand but d'utilité que la presse périodique doit se prescrire. Dans l'état actuel des fortunes particulières qui se morcellent chaque jour et à l'infini, la somme de 80 francs, payée annuellement pour la lecture d'un journal quotidien, est hors de toute proportion avec les revenus du plus grand nombre des citoyens. Eh bien! ce que le journal des Débats, le Temps, la Quotidienne, la Gazette de France vendent au public 80 francs, moi, je le livrerai pour 40 francs; et outre l'incalculable avantage qu'en doit retirer le peuple auquel n'arrivent point les grands journaux, à cause de leur cherté, ma spéculation deviendra profitable même aux actionnaires qui s'associeront à mon entreprise; et je le démontre par des chiffres et des calculs mis à la portée de tout le monde.

Nous n'avons ni le temps ni la volonté de vérifier les chiffres et les probabilités qui en résultent, mais ce dont nous sommes témoins et juges, c'est que M. Emile de Girardin, comme le philosophe grec, prouve le mouvement en marchant; c'est que la feuille qu'il a fondée, la Presse, journal à 40 francs, peut, dès à présent, le disputer en toutes choses aux grands journaux de la capitale; c'est que sa rédaction politique et littéraire s'enrichit chaque jour des noms les plus estimés; c'est qu'à la voix et à l'exemple du député de la Creuse trois autres feuilles, le Siècle, la Renommée, le Journal général de France, entrées dans les mêmes voies et fondées sur les mêmes bases, se distinguent aussi par une rédaction aussi soignée et aussi complète qu'on peut le demander. C'est toute une révolution dans la presse périodique.

Maintenant, ce qu'il y a de singulier et de bizarre, ce n'est pas la fondation de ces quatre feuilles nouvelles à un prix moitié moindre que le prix jusqu'à présent jugé indispensable à l'existence d'un journal quotidien; nous, ce qui nous frappe de surprise, c'est de voir des entreprises si éminemment populaires, si dignes d'être encouragées, en proie au déchaînement unanime des organes qui se disent les plus avancés des idées libérales.

Et ce n'est pas seulement son œuvre que M. Emile de Girardin doit défendre, c'est sa personne, c'est son bonheur, c'est tout son passé, consacrés à populariser par de laborieux efforts les bienfaits de la presse, couronnés par le plus insignifiant honneur qu'un citoyen puisse recevoir, par la députation.

Quis qui ne voyons que de loin et à la surface ces intrigues souterraines qui se résument, pour les actionnaires des grands journaux, en un peu plus ou un peu moins d'argent, nous ne craignons pas de dire hautement qu'il est utile au pays de voir rompre le pacte existant entre les aristocrates de la presse, pacte aussi préjudiciable à la générosité des citoyens que celui qui les présente les principales compagnies d'assurance contre l'incendie; et du fond de nos départements, nous écrivons à M. Emile de Girardin: Courage! tenez bon contre les insinuations malveillantes ou calomnieuses; poursuivez votre œuvre sans vous égarer dans les obstacles qui ne manquent jamais aux hardis réformateurs et qui soulèvent toujours autour d'eux l'intérêt froissé des hommes à monopole, l'envie des détracteurs et la haine des ennemis de tout progrès social.

#### DÉBATS JUDICIAIRES.

L'affaire des poudres a été portée aujourd'hui par-devant la 6<sup>e</sup> chambre (police correctionnelle). Trente accusés étaient placés au banc des prévenus, avec leurs défenseurs vis-à-vis d'eux, MM<sup>es</sup> Ploque, Charles Ledru, Ledru Rollin, Gaspard-Aimesse, etc. Quinze prévenus sont continués. On a entendu un grand nombre de témoins dont les dépositions n'ont pas donné à la prévention un caractère plus sérieux que celui qui lui a été attribué par l'accusation elle-même. Nous sommes bien aises que l'insignifiance de ces débats nous dispense d'en rendre un compte détaillé; car nous aurions à nous plaindre, aussi bien que les sténographes de presque toute la presse parisienne, de l'inconcevable impolitesse de M. Brethous-Lasserre, président, qui a laissé entrer dans la salle d'audience un grand nombre d'oisifs et n'a pas accordé le même droit aux représentants de la presse, malgré leurs très convenables réclamations.

La cour de cassation s'est occupée hier en audience solennelle de la question de savoir si l'inhumation d'un enfant mort-né, sans avoir fait constater sa naissance et sa mort, constitue le crime de suppression d'état.

La chambre criminelle s'était prononcée pour l'affirmative. Mais la cour d'assises de la Vienne, saisie de l'affaire par suite de cette décision, avait persisté à ne voir dans ce fait ni crime ni délit. Un nouveau pourvoi du ministère public a ramené la question devant la cour, toutes chambres réunies.

Sur les conclusions conformes du ministère public, le pourvoi a été rejeté, et la jurisprudence de la chambre criminelle réformée.

Voici les principales affaires qui seront soumises à la session de la cour d'assises, qui s'est ouverte hier, sous la présidence de M. Brion: le 5, Bizard, Desprez Leriche et les femmes Picardot et Cottard, accusés de tentative de vol de nuit; le 5, Guillaumet, accusé de meurtre sur la personne de sa femme; le 5, une affaire relative à la fabrication et émission de fausses banknotes de la banque d'Angleterre.

Le 9, la cour s'occupera de deux affaires relatives à un billet de 500,000 fr. de M. Séguin et au testament de M. Séguin, argués de faux.

Les avocats sont: pour le sieur Loricet, M<sup>re</sup> Parquin; pour le sieur Horne, M<sup>re</sup> Dupont; pour la dame, M<sup>re</sup> Philippe Dupin; et enfin M<sup>re</sup> Lavanay pour les héritiers Séguin, parties civiles. L'arrêt de jonction a été signifié ce matin aux accusés.

La cour royale va prochainement s'occuper d'une affaire relative aux mémoires du général Malet, dont les détails sont de nature, dit-on, à vivement exciter la curiosité publique.

La tentative qui, le 25 octobre 1812, produisit à Paris, selon l'expression de Montgaillard, un interrègne de quelques heures, peut être considérée comme un des événements les plus remarquables qui aient signalé l'empire. Les trois principaux chefs de la police impériale écroués à la Force, le commandant de la place blessé d'un coup de pistolet et consigné dans ses appartements, tels furent les préludes d'une conspiration étouffée dès sa naissance. Le président lui ayant demandé qu'ils étaient ses complices: Si j'avais réussi, répondit-il, j'aurais pour complices la France, l'Europe et vous-même. Mais on est loin encore d'avoir soulevé le voile dont l'auteur du complot sut couvrir ses projets. Ses mémoires, publiés avec le concours de sa famille, devaient donc offrir un vif intérêt et pouvaient compter sur un succès de vogue. Les conventions auxquelles cette publication paraissait avoir donné lieu ont occasionné un procès entre le fils du général, capitaine au 8<sup>e</sup> dragons, et M. Rousselin de Saint-Albin, l'un des propriétaires et rédacteur-gérant du Constitutionnel, qui, prétendant, devait éditer la Vie et la conjuration du général Malet.

Après les cent jours, le duc d'Orléans, étant ministre de la police, a, sur une demande de Mme veuve Malet, donné des ordres pour qu'il lui fût remis toutes les pièces ci-après: 1<sup>re</sup> celles relatives à la conspiration du général Malet en 1808, dite conspiration sénatoriale, qui avaient été saisies lors de son arrestation à Paris (1808); 2<sup>e</sup> toutes celles de la conspiration d'octobre 1812, tant des papiers saisis sur lui, soit à la maison de santé où il était détenu, soit au domicile de sa femme, que celles de l'instruction et de la procédure, ainsi que divers papiers particuliers, correspondances, papiers de famille, etc. M. Rousselin de Saint-Albin offrit à Mme Malet, si elle voulait lui confier les papiers et documents historiques relatifs aux conjurations du général Malet, de faire un ouvrage qui serait publié au nom et au profit de son fils unique, comme étant son seul héritage paternel. Ces offres acceptées, les papiers furent confiés à M. Rousselin de Saint-Albin, qui s'obligea à les remettre aussitôt que l'ouvrage serait terminé.

M. Rousselin de Saint-Albin a fait et terminé, comme il l'avait promis, un ouvrage en quatre volumes ayant pour titre: Vie et conjuration du général Malet, et dont le dernier est composé de pièces justificatives. M. Rousselin de Saint-Albin a été aidé dans son travail par Mme veuve Malet, qui lui a donné des notes explicatives sur des faits qu'elle seule connaissait, comme ayant eu la confiance entière de son mari et lui ayant servi d'agent extérieur, non amment pendant sa captivité de 1808 à 1812; et depuis le décès de cette dame, il s'est fait remettre par M. de Malet, en 1831, deux pouvoirs pour publier l'ouvrage, l'un pour lui, l'autre pour son fils aîné, en cas de décès.

Mais depuis la remise des pouvoirs, c'est en vain que M. Malet a vivement sollicité la publication, et il s'est vu forcé d'assigner M. de Saint-Albin devant le tribunal de première instance de la Seine, pour faire ordonner que celui-ci serait tenu de lui remettre ou de déposer chez un notaire: 1<sup>o</sup> tous les papiers, lettres, autographes et documents remis par Mme veuve Malet à M. Rousselin de Saint-Albin, concernant la vie du général et dépendant de sa succession; 2<sup>o</sup> les manuscrits ayant pour titre: la Vie et la conjuration du général Malet; 3<sup>o</sup> et les deux autorisations relatives à la publication de cet ouvrage. Cette demande avait été rejetée par les premiers juges comme n'étant pas suffisamment justifiée; mais à l'audience du 6 juin dernier, M<sup>re</sup> Liouville, avocat du capitaine Malet, a exposé à la cour une série de faits articulés par son client, à l'aide desquels il prétend prouver que sa demande est bien fondée.

La cour, considérant que les faits articulés par M. Malet sont pertinents, l'a admis à en faire la preuve.

La conférence des avocats, sous la présidence de M. Ph. Dupin, bâtonnier de l'ordre, vient de terminer ses séances par une question qui intéresse la liberté religieuse. Il s'agit d'examiner si l'on peut consacrer un local quelconque à l'exercice du culte sans demander l'autorisation du pouvoir municipal, en d'autres termes, l'art. 294 du Code pénal est-il abrogé par l'art. 5 de la charte de 1830?

La conférence s'est décidée presque unanimement pour l'abrogation de l'art. 294 du Code pénal.

#### Correspondance particulière de la PRESSE.

Toulon, 29 juillet 1836.

Trois cent soixante hommes du 66<sup>e</sup> de ligne, qui étaient en cantonnement à la Valette, à une lieue de Toulon, sont entrés en ville ce matin, et se sont embarqués sur la corvette de charge la *Morne*, commandée par le lieutenant de vaisseau Saint-Haouen. Ce bâtiment va le transporter à Ancône, en remplacement d'un pareil nombre de congédiés que cette corvette nous ramènera.

La gabare l'*Emulation*, commandée par M. de Saufort, a appareillé ce matin pour Barcelone. — Le troisième bataillon du 1<sup>er</sup> de ligne est arrivé dans la matinée.

On vient de lancer à la mer un vaisseau de 100 canons, l'*Hercule*. Cette opération, pour laquelle on n'était pas sans craintes, s'est faite à merveille.

Le vaisseau est resté long-temps sans aucune épouille, soutenu sur son bergeau. Il était beau à voir dans cette position. A un signal donné, la musique a joué, et l'*Hercule* a quitté doucement son chantier et s'est ensuite précipité dans l'eau. Des applaudissements et des cris de joie se sont fait entendre de toutes parts; il a passé majestueusement entre les deux pontons ornés de pavots que l'on avait élevés pour les dames et les autorités civiles et militaires; il a parcouru un espace d'environ 4 ou 5 fois sa longueur et s'est arrêté. On peut porter à 20,000 le nombre des personnes qui ont assisté à ce spectacle toujours nouveau.

A trois heures, la joute a commencé dans la darse du port marchand; le plus curieux, c'était la vue de ces milliers d'embarcations qui sillonnaient dans tous les sens ce petit espace, et les dames élégamment parées qui les remplissaient: la mer semblait disparaître sous ces innombrables barques, qui la traversaient et lui imprimaient un mouvement qui plait singulièrement aux yeux éblouis par cette variété de couleurs et de formes.

Le soir, illuminations et bal à l'hôtel de la préfecture maritime.

Un désir nous est généralement exprimé dans notre correspondance; c'est celui de trouver dans la *Presse* des nouvelles, de son rédacteur-gérant; nous hésitions à satisfaire ce désir par un sentiment de réserve commandé par une situation délicate; mais l'instance de certaines lettres nous contraint de céder.

M. de Girardin, grâce aux soins de MM. les docteurs Roux et Beaudé, est aussi bien qu'il peut être dix jours après avoir eu la cuisse traversée dans toute son épaisseur par une balle; mais un mal encore au moins sera nécessaire avant qu'il puisse franchir le seuil de la chambre où il est retenu.

M. de Girardin, seul gérant légal de la *Presse*, a été contraint d'en demeurer le signataire; mais on doit comprendre néanmoins que sa surveillance et son impulsion de rédacteur en chef ne peuvent s'exercer en ce moment que très incomplètement. Ce motif est également celui pour lequel beaucoup de réponses sont ajournées et différentes observations n'ont pu encore être prises en considération.

#### NOUVELLES DIVERSES.

Le roi Léopold, avant de quitter Paris, a décoré de la croix de son ordre le capitaine Berrât, ex-officier d'ordonnance du général Desprez, chef de l'état-major de l'armée belge, en reconnaissance des services que cet officier a rendus, en diverses missions, à la cause de la liberté et de la dynastie.

FAUSSE MONNAIE. — Il circule à Mons de fausses pièces d'un demi franc, à l'effigie de Charles X et au millésime de 1827; on les reconnaît facilement pendant le jour à leur teinte bleuâtre.

Il circule aussi dans Paris, un certain nombre de pièces fausses de 2 fr. à l'effigie de l'empereur et au millésime de 1812, et des pièces de 5 francs à l'effigie de Louis XVIII et au millésime de 1822. La police en a déjà saisi, dit-on, une assez grande quantité.

SUCCESSION DU PRINCE DE CONDÉ. — Il est question, dit-on, d'un échange entre le domaine de l'état et la succession du prince de Condé,

représentée par M. le duc d'Angoulême. Il s'agirait de céder à l'état le Palais-Bourbon, et de recevoir en échange pour douze millions de bois. M. le comte d'Argout se montre favorable à la mesure, qui n'a rencontré d'obstacles que dans l'administration des domaines. Cet échange, au surplus, ne peut avoir lieu sans une loi.

M. Baude est parti hier pour Alger. Il est accompagné de deux auditeurs au conseil d'état qui doivent l'aider dans la mission dont il est chargé dans nos possessions d'Afrique, et qui paraît se rattacher aux indemnités réclamées par les indigènes dépossédés lors de la conquête d'Alger.

On assure que M. le maréchal Molitor va remplacer à Madrid notre ambassadeur, M. de Rayneval, qui a demandé son rappel.

M. le maréchal Soult a quitté Saint-Amand; il est passé à Rodez le 26 juillet dans la soirée, voyageant en poste. On assure qu'il est attendu à Paris.

CHOLÉRA. — La *Gazette des Grisons* annonce que le bruit répandu de la propagation du choléra dans la Valtelline est sans fondement; la maladie s'est montrée dans un seul endroit, et encore les cas ont-ils été peu nombreux.

A Bergame, on compte 18 malades par jour, cependant quelques-uns guérissent.

A Brescia, la moitié des habitants s'est enfuie, et sur la moitié qui reste on compte plus de 80 malades par jour; peu en guérissent. Depuis le commencement de juin jusqu'au 5 juillet, 1,235 personnes ont été ensevelies à Brescia. Cette malheureuse ville présente l'aspect le plus triste, des rangées entières de maisons sont fermées, et des affiches contre les portes des maisons annoncent la mort d'un ou plusieurs habitants.

On fait des fumigations dans les églises, les ateliers et les lieux où se trouve beaucoup de monde. La propreté, la diète et la tranquillité d'esprit sont les meilleurs préservatifs contre la maladie.

Le choléra s'est montré à Parme et dans les régions de Goertz.

BERNE, 27 juillet. — La police vient d'être établie sur un pied inouï jusqu'ici dans notre patrie. Aucun citoyen ne peut passer d'un canton à l'autre sans colporter partout avec lui ses papiers. On enregistre le nom, le domicile, l'heure du passage des voyageurs.

LLOYD. — EXPOSITION DE TABLEAUX. — On annonce à Bruxelles l'ouverture, dans la grande galerie du Lloyd, d'un salon d'exposition permanente de tableaux, dessins, etc. Les artistes et les amateurs pourront en tout temps y exposer des objets d'art. S'ils sont retirés non vendus, ils devront un pour cent de la valeur annoncée. Vendus par l'établissement, il sera retenu six pour cent du prix de la vente. Le salon sera ouvert au public; les visiteurs paieront pour entrée un franc, les dames seulement cinquante centimes.

#### DÉPARTEMENTS.

On vient de construire à Marseille un canot qui surpasse en vitesse les bateaux à vapeur. Une roue mécanique placée dans l'intérieur et qu'un homme fait aisément aller avec le pied, est le seul moteur de cette construction d'un nouveau genre.

—Le *Qui Vive!* journal littéraire de Rouen, est cité à comparaître devant la cour d'assises le 7 août, sous l'accusation d'avoir fait l'apologie d'Alibaud.

—Les journaux de Limoges parlent de la promotion prochaine de M. Bourdeau à la pairie.

CHARENTE. — La caisse d'épargne d'Angoulême a reçu, dans la journée du 24 juillet, de trente-quatre déposants, dont neuf nouveaux, une somme de 5,465 fr. Les remboursements demandés se sont élevés à 875 fr.

Les succursales de Larocheffoucauld, Barbazieux et Ruffec ont reçu, le 17 juillet, 2,826 fr.

—La femme d'un boucher de Montignac est accouchée de quatre enfants nés viables.

CREUSE. — Le conseil de l'arrondissement d'Aubusson a ouvert et terminé la première partie de sa session de 1836, dans sa séance du 21 juillet. De ses divers votes, un seul paraît digne d'attention, c'est la proposition de créer, à l'école normale du département, un cours de ponts-et-chaussées, propre à donner aux élèves-maîtres les connaissances nécessaires au tracé et à la conduite des chemins vicinaux. Ces élèves, nommés plus tard instituteurs, rendraient de grands services à leurs communes.

—Les ouvriers occupés à la rectification d'une partie de la route départementale n<sup>o</sup> 1, de Tulle à la Châtre, ont trouvé ces jours derniers, à trois pieds du sol, près du domaine de Basse-Malgane, deux pierres rondes, à l'extérieur brut et sans façon; ces deux pierres, encastrées l'une dans l'autre, formaient dans l'intérieur une espèce d'urne taillée en rond, renfermant une infinité d'os humains brûlés, entremêlés de cendres. La phalange du petit doigt reconnue ferait supposer les restes d'un homme à taille gigantesque.

Cette urne ne porte aucune inscription, pas même sa date qui doit être fort ancienne.

CORSE. — Plus de deux cents négociants corse se sont rendus cette année-ci à la foire de Beaureaire. Si les données qui nous ont été fournies sont exactes, et nous avons des raisons pour le croire, plus de trois millions ont été dépensés dans l'achat de diverses marchandises dont ils ont abondamment approvisionné leurs magasins.

HAUTE-GARONNE. — Le préfet de ce département ayant été informé que plusieurs personnes qui auraient eu l'intention de se charger, moyennant pension, de quelque enfant trouvé, ont été retenues de faire leur déclaration dans la crainte que les enfants qui leur seraient confiés ne fussent bientôt repris, vient de publier un avis dans lequel il fait un appel aux nourriciers qui voudraient faire un échange, moyennant salaire, et aux personnes qui désireraient se charger, à la même condition, de ces enfants.

Ainsi les craintes que l'on a laissées apercevoir n'ont aucun fondement et ne doivent plus arrêter les déclarations des personnes qui auraient l'intention de demander des enfants avec paiement des mois de nourrice. Le préfet les engage à se présenter devant M. le maire de leur commune, qui lui transmettra leur nom, afin qu'elles soient appelées au moment opportun.

LOIRET. — Le préfet vient de prendre une mesure qu'il serait à désirer de voir imiter par tous les préfets du royaume. C'est un fonctionnaire vient d'adresser aux maires du département une circulaire par laquelle il les invite à lui adresser des états présentant les cultures de chaque commune, l'étendue et les produits de ces cultures, le dénombrement de chaque sorte d'animaux utiles aux travaux agricoles, la valeur moyenne et le revenu moyen que donne chaque d'aux. Une division de ce tableau est destinée à faire connaître la consommation de la viande. Dans chaque chef-lieu d'arrondissement une commission de révision doit être formée, à l'effet de rectifier les erreurs qui auraient pu être commises dans la formation de ces tableaux.

Nous ne saurions donner trop d'éloges au zèle et à la persévérance que M. H. Simon apporte dans tout ce qui tend à améliorer le bien-être du département dont la haute administration lui est confiée. C'est ainsi qu'il vient de prescrire l'établissement d'écriches à l'entrée des villes, bourgs et villages du département, lesquels doivent renfermer toutes les indications qui peuvent être nécessaires aux voyageurs. Déjà M. Simon a introduit cet usage dans le département des Vosges, où son administration a laissé les plus honorables souvenirs.

#### INDUSTRIE.

CHEMIN DE FER. — Un fait qui vient de se passer en Belgique donne une haute idée de la prospérité matérielle de ce pays. Une loi du 18 juin dernier autorisait le gouvernement à emprunter 50 millions principalement destinés à couvrir les dépenses des chemins de fer. Au lieu de recourir aux banquiers, le gouvernement, par ordonnance du 3 juillet, annonça qu'il se proposait de faire un appel direct aux citoyens, et que, le 28, des registres seraient ouverts à la trésorerie pour recevoir des inscriptions au pair, au taux de 4 pour 100. Le relevé général des inscriptions qui ont eu lieu hier est de 191 millions 75,000 fr. Le dépôt du dixième, opéré au moment de la souscription, conformément à l'ordonnance, a été de 69 millions, 42 sont en numéraire, le reste se compose d'obligations d'un emprunt antérieur et de bons du trésor. Le prorata attribué aux souscripteurs sera seulement de 45 fr. 41 c. pour 1000 fr. souscrits.

C'est un fait digne d'exciter l'attention de la France, que la Belgique poursuive avec vigueur les 74 lieues de chemins de fer qui doivent la rattacher à la Prusse et au Rhin, tandis que rien n'a été commencé encore de Bruxelles vers Paris. Cette ligne est cependant combinée de manière à unir non seulement les capitales de France et de Belgique, mais aussi



Londres et Paris. Les études faites en France, sous la direction de M. l'ingénieur en chef Vallée, ont amené la découverte d'un tracé commun, qui irait de Paris vers le village de Miraumont (Somme); et là, après un parcours de 56 lieues, divergerait suivant trois directions: 1<sup>re</sup> sur Lille; 2<sup>re</sup> sur Valenciennes; 3<sup>re</sup> sur Calais. Les parcours respectifs entre ces trois villes, de Paris, seraient de 59, 83 et 69 lieues; ils formeraient ensemble un développement de 141 lieues, et de 94 par Malines, Gand et Lille. La communication de Paris à Bruxelles par la double voie de Valenciennes et de Lille comprendrait 157 lieues, qui, déduction faite de la distance de Bruxelles à Gand, incluse dans les travaux actuellement en construction de Verviers à Ostende, se réduirait à 148. En y joignant l'embranchement de Calais à Lille, plus court que celui qui aboutirait à Miraumont et plus direct pour atteindre Bruxelles en venant d'Angleterre, l'entreprise entière couvrirait sur le continent 144 lieues; enfin, avec les 52 lieues de Londres à Douvres, le total général s'élèverait à 176 lieues, et coûterait environ 140 millions, ou même 110 ou 120, si les travaux étaient exécutés dans le style adopté par le gouvernement belge.

Ce réseau aurait la plus haute importance commerciale et politique. Il mettrait Paris et Bruxelles à treize heures de Londres, et Bruxelles à huit heures de Paris.

Nul doute qu'un appel adressé au capitaux français, à l'instar de celui fait en Belgique par l'ordonnance du 5 juillet, n'obtient le même succès. Les capitaux français sont abondants, inactifs; leurs détenteurs, généralement peu éclairés, n'attendent pour s'engager que la garantie de noms honorables qui se placent effectivement à la tête de compagnies, et ne se bornent pas seulement à intervenir comme *raison de banque*, et à réduire ainsi les grandes entreprises de travaux publics à de petites opérations de courtage et d'agiot sur le cours des actions.

Le règne de l'amortissement et le beau temps des emprunts usuraux sont passés, mais une place importante reste à prendre aux dix grandes maisons qui se partagent entre elles le crédit public européen, et qui ne savent quoi faire en ce moment des capitaux qui les encombreront.

Qu'elles prennent donc la direction de l'industrie française, en la soumettant de leur crédit, et la soumettant à la surveillance sévère d'un contrôle judiciaire.

Il y a des merveilles à opérer.

**NOUVELLE ROUTE DE PARIS A STRASBOURG.** — Depuis le 1<sup>er</sup> juillet la maille-poste de Strasbourg suit la nouvelle route par Sézanne, Vitry-le-François, Bar-le-Duc et Nancy. Cette ligne est la plus naturelle et la plus courte pour la grande communication avec l'Allemagne, passant par le chef-lieu de la Meuse; elle fait gagner plus de six postes dans toute la longueur de Paris à Strasbourg.

Un seul point en litige existe encore, au sujet du trajet de Vitry à Bar-le-Duc, mais on doit espérer que l'administration prendra bientôt un parti décisif en adoptant la direction qui lui est proposée par Heulz, le Maunrupt et Revigny, ce qui réduirait le parcours actuel de 2,000 mètres, ferait éviter un sol montagneux et fixerait le pas-à-âge dans un pays riche par ses produits agricoles et industriels. Tant d'intérêts généraux et de localité se lient à l'adoption de ce projet que son exécution ne saurait être long-temps retardée.

## VARIÉTÉS.

BEAUX-ARTS. — DE LA CRITIQUE D'ART.  
(Premier article.)

Aujourd'hui que dans l'art la prédominance n'est acquise à aucune doctrine, le rôle des critiques est tellement difficile, que depuis Diderot, on serait bien embarrassé d'en citer un seul dont le nom soit encore empreint sur les tablettes de l'art. Le motif pour lequel sont tombés dans l'oubli ces hommes qui, pour la plupart, ont suivi érudiment les traces des Depilles et des Raphaël Menges, il ne faut le chercher ni dans le manque d'intérêt des matériaux qu'ils ont exploités, ni dans leur manque de littérature, puisque leur plume fut souvent heureusement taillée; ni dans le manque de coordination historique de leurs travaux, qui sont exécutés pour la plupart avec science et habileté. C'est à une cause plus générale qu'il faut remonter pour trouver ce principe de mort qui fait que les œuvres de la critique contemporaine vivent à peine ce que vivaient les insectes de l'Hypanis.

Ce n'est donc pas dans les critiques, dont plusieurs ont possédé toutes les conditions requises de viabilité littéraire et scientifique, c'est dans la critique elle-même, telle qu'elle est constituée, qu'il faut chercher le principe de sa rapide destruction.

La critique d'art est désormais un fait acquis; elle est la conséquence même de l'art; et par elle, par elle seule, peuvent s'opérer de nos jours les évolutions progressives du fait artiste, qui couleront tant de monuments, qui entassent tant de gigantesques contreforts pendant la transition du style roman à l'art catholique, du dixième au douzième siècle.

La critique d'art est désormais un fait acquis, disons-nous; mais elle n'est pas un fait *defini*. Elle est; mais elle n'est pas dans ses conditions logiques, rigoureuses, nécessaires: on sait, en un mot, quel doit être son rôle, on ne lui a pas encore assigné ses limites précises.

Pour les uns, la critique, c'est l'application de leur goût personnel à tous les objets d'art qu'ils sont appelés à apprécier; la nature, comme la mesure des sensations produites sur leurs organes par telle ou telle œuvre, est leur seule règle, leur critérium du bien et du mal, du passable et du médiocre: ils forment leurs sensations en sentences. D'autres, ne cherchant dans l'art que la formule morale, le *substratum*, n'estimant pas l'art pour lui-même, ni pour eux-mêmes, font de la critique politique ou religieuse à propos d'art, et rien de plus: ce sont les hommes du *Globe* de 1830 qui ont mis en honneur cette doctrine du *pourquoi* sans s'inquiéter du *comment*; tandis que la critique repose également sur ces deux interrogations: *cur? quomodo?*

Pour d'autres, la critique est l'application à tous les phénomènes artistiques d'une hypothèse sur laquelle a reposé l'art de telle ou telle période. Leur méthode consiste à prendre pour mesure une donnée partielle ou accidentelle; et, par exemple, ils critiquent Rubens avec les hypothèses d'art ayant cours du temps de Raphaël.

D'autres, enfin, après des études plus ou moins sérieuses, se sont fait un thème artiste; et, pour dire le mot, ils ont un système, système si complètement à eux, que personne ne l'a encore accepté, ce qui ne les empêche pas de prendre le dilemme de leur système pour compas de leur critique. Certes, nous ne blâmons pas les hommes qui se font des systèmes; respect à qui cherche, honneur à qui trouve! Mais est-il bien loyal de se mettre en dehors des hypothèses d'un homme pour juger ses créations, et surtout de prendre pour mesure de ses qualités une doctrine qu'il ignore peut-être?

Tels sont cependant, au nombre de quatre, les seuls points de vue sous lesquels la critique soit faite aujourd'hui. Ces méthodes sont vicieuses, disons-le hardiment, parce qu'elles sont arbitraires. Et toutefois, entre elles, on pourrait peut-être donner la préférence aux deux dernières, parce qu'un jugement mérite plus de créance quand il a pour base une doctrine qui a cessé de faire loi, ou un système même encore inaccepté, qu'une sensation qui n'est susceptible d'aucun assentiment, parce qu'il y a autant de modes de perception des sensations que d'individus. Et entre les deux dernières méthodes on pourrait encore signaler cette différence, que si l'humanité a rejeté une doctrine, elle avait probablement

de bonnes raisons pour cela; or, qu'il n'y a guère de chances pour qu'une doctrine d'art tombée en discrédit redevenue la règle; tandis qu'il y a chance possible, sinon probable, pour qu'un système nouveau devienne la loi, puisqu'il n'y a pas de loi aujourd'hui.

Mais toutes ces observations ne détruisent pas notre appréciation de la critique actuelle; tout au contraire, elles la confirment; et il reste évident pour nous que la critique n'est pas faite dans des limites où elle puisse avoir une distance durable, ni même faire autorité dans le présent.

Car la critique est un fait complexe, elle a une double fonction selon qu'elle s'occupe des œuvres ou des systèmes, des artistes ou des généralités abstraites de l'art. Elle a une fonction spéciale et une fonction générale; elle est *positive* ou *spéculative*.

La critique *positive* a été faite en France avec éclat par Delpie et Diderot, aujourd'hui par Planche et Thoré.

La critique *spéculative* a été faite par Menges, Caylus, Kant, Lessing et le vénérable citoyen Lenoir, dont le grand âge ne nous permet pas de compter les travaux comme des œuvres contemporaines.

Ces deux sortes de critique ne sauraient être confondues, sous peine de passer incessamment de l'*a priori* à l'*a posteriori* sans règles ni motifs raisonnables.

Et pour ne parler ici que de la critique *positive*, de la critique qui a pris une place si large dans les colonnes de la presse périodique, il importe, avons-nous dit, d'en poser les termes précis, exacts, positifs; afin qu'elle soit comme toute science, régie, elle qui régit tout, par un ordre, limitée par une définition, et agrandie en même temps par une division rationnelle de ses parties.

Mais comme on ne définit bien que ce qu'on connaît bien, cherchons d'abord de quels éléments se compose la critique et dans quel ordre ils se reproduisent; de cette manière nous arriverons par une seule opération à ce triple résultat, *ordre, division rationnelle et définition* de la critique *positive*.

Et comme la critique *positive*, dont nous nous occupons exclusivement ici, a toujours pour but l'examen d'une œuvre donnée, l'ordre dans lequel on analysera le mieux cette œuvre est l'ordre même dans lequel elle a été produite, et l'ordre de production de tout phénomène artiste est celui-ci:

BUT, conception et exécution, qui se divise en dessin ou plan, couleur ou modelé.

Toute critique qui n'est pas faite sous ce triple aspect est une critique incomplète; mais fût-elle complète, elle peut encore être vicieuse; et cela arrive toutes les fois qu'elle n'est pas faite du point de vue même où l'artiste s'est placé, c'est-à-dire, si la critique n'est pas la comparaison du but que l'artiste s'est proposé avec le résultat qu'il a obtenu. Telle est donc la définition de la critique *positive*: c'est la comparaison de l'intention avec l'œuvre qu'elle a produite.

Et cela:

Parce que l'artiste a le droit:

1. De choisir le sujet qui lui convient;
2. De le composer et de l'exécuter dans le système qui lui plaît;
3. De mettre son public (et le critique fait partie du public) où il lui plaît.

C'est pour n'avoir pas respecté ce droit de l'artiste que la critique est tombée en discrédit; parce qu'il n'était pas difficile d'apercevoir que des règles exclusives ou un goût irrésistible présidaient depuis long-temps à son examen des œuvres d'art: et pour n'en citer que quelques exemples pris au hasard:

M. Kératry, qui faisait autorité en 1820, disait à Géricault: « Je vous le demande, mon ami, une vingtaine de malheureux abandonnés sur un radeau où leur destinée devient le triste jouet de la faim, d'un ciel inclement et d'une discorde plus rigoureuse encore, est-elle bien faite pour offrir au pinceau l'occasion d'exercer son talent, etc., etc. » Faisons grâce du reste, qui est de même force quatre pages durant. C'est du *Naufrage de la Méduse* que parle si dédaigneusement M. Kératry; et Géricault est mort misérablement, et M. Kératry a été élu député. C'est ce qui pouvait lui arriver de plus heureux, après avoir fait de M. Kinson un Reynolds, et de Géricault un petit jeune homme auquel on dit: « Mon ami, vous n'entendez rien en peinture. »

Et d'autres critiques, qui ne sont pas encore démenties, n'ont-ils pas dit que le *Prisonnier de Chillon* était mal dessiné, parce que Delacroix l'avait fait pour être vu de quinze pas, et que ces messieurs ont trouvé bon de le regarder en myopes? Et la *Bataille des Cimbres* de Decamps n'a-t-elle pas été regardée par eux comme on regarde la *Bataille des Cimbres* de Brengell aussi ont-ils dit que ce n'était qu'une ébauche!

Que font à l'art et à l'avenir de semblables jugements portés par les Catichas de la critique? Ce ne sont que des appréciations du point de vue du goût, ou d'une doctrine que le peintre n'accepte pas; de telle sorte qu'en définitive, on lui a reproché de n'avoir pas fait ce qu'il évitait de faire, ou ce à quoi il ne songeait pas.

Eh bien, la critique ne doit plus être *exclusive*, et doit désormais accepter les hypothèses des artistes pour les juger; mais une fois ces hypothèses admises, elle a aussi son droit à son tour, et le voici.

Elle a le droit de dire à l'artiste: Vous avez voulu marcher en vertu de telles ou telles hypothèses, telle a été votre intention; votre sujet, votre composition, votre couleur, tout le prouve, et dans votre propre hypothèse, votre sujet est mal composé, votre dessin n'est pas du style que vous cherchiez, votre couleur n'offre pas les qualités du genre qui vous préoccupait.

C'est pour n'avoir pas suivi cette marche que tous les critiques ont vainement cherché à prouver cette année à Leemann que sa *Fille de Jephthé* était un mauvais tableau. A ce propos, ils ont sans succès tonné contre les sujets religieux, tonné contre la réaction, tonné contre le pastiche. Et cependant pour frapper juste sur cette toile il n'y avait que quelques mots à dire: vous avez voulu faire du Perrugin, soit; mais Perrugin dessine les contours avec une scrupuleuse correction; mais l'expression de ses têtes est dix fois plus religieuse que l'expression des têtes de Raphaël; et vous, M. Leemann, votre dessin est incomplet, et l'expression de vos têtes est parfaitement nulle. Disant cela, Leemann qui a un beau talent et un bel avenir eût sans doute compris.

Nous devons répéter encore que toutes ces observations ne s'appliquent qu'à la critique *positive*, qui nous préoccupé d'abord, comme la plus active et la plus réelle aujourd'hui; et avant de parler de la critique *spéculative*, nous chercherons, dans notre prochain article, à déterminer les influences bonnes et mauvaises sur l'art des critiques exclusives, sous le titre: *Des doctrines exclusives appliquées à la critique de l'art*.

ED. SEGUIN.

## FÊTE CHAMPÊTRE.

Qui aura lieu dans le bois de Louveciennes, près Marly, le dimanche 7 août 1836, au bénéfice de M. Aupieg et de plusieurs artistes.

La fête commencera par un concert vocal et instrumental, dans lequel on entendra plusieurs artistes distingués de la capitale, suivi du vaudeville du *Conscrit*. La fête se terminera par un bal champêtre, dont l'orchestre sera dirigé par M. Aupieg.

Première partie: CONCERT. — Grandes variations pour le piano, composées par H. Hertz, exécutées par M. L. Chollet; duo d'Elisa et Claudio, de Mercadante, chanté par M<sup>me</sup> Tomazetti et M. Delnoz; fantaisie pour le violon, composée et exécutée par M. Singelee; cavatine de Mathilde de Sabran, chantée par M<sup>me</sup> Tomazetti; duo concertant de la Fiancée, de MM. Hertz et Bériot, exécuté par MM. Chollet et Singelee; Chœur de Robin des Bois, de Weber.

Deuxième partie: LE CONSCRIT, vaudeville en un acte du théâtre des Variétés.

Troisième partie: GRAND BAL CHAMPÊTRE. — Pendant toute sa durée, l'orchestre exécutera les nouveaux quadrilles de Musard.

PRIX DES PLACES: pour les souscripteurs (1<sup>re</sup> place), 5 fr.

Hors la balustrade (2<sup>me</sup> place), 1 fr.

La fête commencera à 7 h. 1/2; on pourra se procurer glaces et rafraîchissements au café établi dans l'enceinte.

NOTA. Les personnes admises aux places d'un franc paieront leurs contre-danses sans avoir le droit de communiquer au parquet.

Le prix des grains, pour servir de régulateur aux droits d'importations et d'exportations, a été ainsi arrêté le 31 juillet 1836:

Le prix moyen de la première classe est fixé à 18 fr. 51 c.

Le prix moyen de la deuxième classe est, pour la première section, fixé à 17 fr. 50 c., et pour la deuxième section, 17 fr. 25 c.

Le prix moyen de la troisième classe est fixé, pour la première section, à 14 fr. 61 c.; pour la deuxième section, à 14 fr. 36 c., et pour la troisième section, à 15 fr. 9 c.

Le prix moyen de la quatrième classe est, pour la première section, fixé à 12 fr. 58 c., et pour la deuxième section, à 18 fr. 65 c.

## BULLETIN COMMERCIAL DU 1<sup>er</sup> AOUT.

SPRITUEUX. — Le 5/6 disp. et courant du mois vaut 150; 4 dern. mois, 125 offerts; 8 prem. mois 1837, 145. Bordeaux, 5-10.

HUILES DE GRAINES. — L'huile de colza à fêchi; disp., 125; cour. du mois, 125-30 à 125; 4 dern. mois 155 à 152; 4 p. em. mois 1837, 151. Le cours de Lille est de 146 à 116 50; voiture 6-50.

L'huile d'olive est à 119 pour les 4 dern. mois.

FOURRAGES. — Foinbourg Saint-Martin. — Foin, 1<sup>re</sup> q., 0 à 0; 2<sup>e</sup>, 45 à 50; 3<sup>e</sup>, 0 à 0. — Paille de blé, 1<sup>re</sup> q., 25 à 26; 2<sup>e</sup>, 22 à 24; 3<sup>e</sup>, 0 à 0. — Paille de seigle, 1<sup>re</sup> q., 24 à 25; 2<sup>e</sup>, 19 à 20; 3<sup>e</sup>, 0 à 0.

BESTIAUX. — Marché de Sceaux, 1<sup>er</sup> août.

	Amenés.	Paris.	Vendus.	Environs.	Prix moyen par 1/2 kilog.
Bœufs.	1038	548	505	2	47 c.
Vaches.	166	123	2	42	
Veaux.	487	170	297	54	
Moutons.	10377	3904	4620	53	

## BOURSE DU 2 AOUT

Les fonds français sont plus faibles qu'hier, et plus particulièrement le 5<sup>o</sup> p. Le 5<sup>o</sup> p. s'est beaucoup mieux tenu.

Les fonds espagnols ont encore baissé aujourd'hui; il n'a circulé aucun bruit qui puisse indiquer la cause de cette baisse nouvelle.

A COMPTANT, le 5<sup>o</sup> p. a baissé de 13 c., et le 5 de 10 c. — Les obligations de la ville ont baissé de 2 fr. 50 c. — Les actions de la caisse hypothécaire, et celles de la banque de France, n'ont pas varié.

L'emprunt romain a baissé de 1/8 et la rente de Naples de 5 c. La dette d'Espagne a baissé de 7/8 et la dette passive de 1/2. Les anciens différés n'ont pas varié. — Le 5<sup>o</sup> p. portugais a baissé de 5/4. — L'emprunt belge, celui d'Haïti, celui du Piémont, et les actions de la banque de Bruxelles, n'ont pas varié.

FIN DU MOIS, le 5<sup>o</sup> p. n'a pas varié; le 5<sup>o</sup> p. a baissé de 13 c., et le 5<sup>o</sup> p. portugais a baissé de 1/2.

Après la bourse, 4 h. 1/2, 80 fr. 52 c. 1/2 demandé; 55 c. offert.

## AU COMPTANT. — FONDS FRANÇAIS.

CINQ 0/0, jouiss. du 22 mars 1836, 109 108 95 90 85.

QUATRE 1/2 0/0, jouiss. du 22 mars, 105 25.

QUATRE 0/0, jouiss. du 22 mars, 101 90.

TROIS 0/0, jouiss. du 22 juin, 80 50.

BONS DU TRÉSOR à échéances.

ACTIONS DE BANQUE, 1275.

RENTES DE LA VILLE DE PARIS, 5 0/0.

OBLIGATIONS DE LA VILLE DE PARIS, 1210 1207 50.

QUATRE CANAUX, avec prime, 1250 1238 50.

CAISSE HYPOTHÉCAIRE, jouiss. de J. 1000, 765.

OBLIGATIONS de 500 fr. 4 0/0, 500.

## FONDS ÉTRANGERS.

RENTES DE NAPLES, jouiss. du 1 juillet, 100 40 35.

ÉTAT ROMAIN, oblig. 1831, 5 p. 0/0, jouiss. du 1 juin, 105 1/8.

ESPAGNE, dette active, 5 0/0, jouiss. de mai 1836, 56 1/2 1/4 56 35 1/2 3/8.

différée sans intérêt, 12 1/2.

passive id. 11 10 3/4 5/8 3/4 5/8 1/2.

EMPRUNT BELGE de 1834, 105 1/4.

EMPRUNT PORTUGAIS, oblig. 1835, 5 0/0, jouiss. de juin, 5 0/0 1835, 46 1/8 46 46 1/4 5/4 47.

EMPRUNT D'HAÏTI, jouiss. de juillet 1828, 390.

EMPRUNT DU PIÉMONT, 1110.

## FIN COURANT.

	Pr. cours	D. cours		Pr. cours	D. cours
TROIS p. 0/0, en liq.	80 65	80 53	Rente de Naples en liq.	100 75	100 73
— fin courant.	80 65	80 53	— fin courant.	100 75	100 73
— à prime fin c.	80 65	80 53	— à pr. fin courant.	100 75	100 73
— fin pr.	80 95	81 50	— fin proch.	100 75	100 73
CINQ p. 0/0 en liq.	108 25	109 20	Emprunt romain.	100 75	100 73
— fin courant.	108 25	109 20	Emprunt belge.	100 75	100 73
— à prime fin cour.	108 25	109 20	Banque belge.	100 75	100 73
— fin pr.	108 25	109 20	Emprunt portugais.	100 75	100 73

COULISSE: avant la bourse 80 60 62 1/2. — A 4 heures, 80 52 1/2.

Report du comptant à la fin du mois. D'un mois à l'autre.

5 p. 0/0... 02 22 1/2

5 p. 0/0... 25 50

Naples... 25 37 1/2

Rome... 25

## CHANGES.

LONDRES... 1 mois, 25 50. 3 mois, 25 12 1/2.

HAMBOURG... 1 mois, 183 5/4. 3 mois, 184 5/4.

AMSTERDAM... 1 mois, 57 5/8. 3 mois, 57 5/4.

## SPECTACLES DU 5 AOUT.

7 h<sup>1/2</sup> OPÉRA — Demain la 28<sup>e</sup> représentation des Huguenots, exécutée par

MM. Nourrit, Levasseur, Mmes Dorus-Gras et Falcon.

6 OPÉRA-COMIQUE — Le Luthier. Le Café. Sarah

6 GYMNASSE — Mistriss Siddons ou une Actrice anglaise.

6 VAUDEVILLE — Casanova. Jean. Le Chapitre

6 VARIÉTÉS — Le Comédien. Madelon. Mme Gibou. L'Ours.

6 1/2 PALAIS-ROYAL — Adieu pour toujours. Georgine. Farinelli. Coliche.

6 1/2 PORTE-SAINTE-MARTIN — L'avaulière.

6 1/2 GAITÉ — Grisette. Le Spectre et l'Orpheline.

6 AMBIGU — Pierre-le-Grand. Le Château.

7 CIRQUE-OLYMPIQUE — Maudit des mers.

6 M. COMTE — Une première suite.

6 1/2 PORTE-SAINTE-ANTOINE — La Grue. Les Concerts. Les Dix francs.

1<sup>re</sup> de Ruinard.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

Imprimerie de BÉTHUNE et FLON, rue de Vaugirard, n. 36.